

---

Décret fixant que le dossier relatif à l'époux de la citoyenne Lebourgeois soit transféré du tribunal de Gisors au comité de sûreté générale, lors de la séance du 30 thermidor an II (17 août 1794)

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Décret fixant que le dossier relatif à l'époux de la citoyenne Lebourgeois soit transféré du tribunal de Gisors au comité de sûreté générale, lors de la séance du 30 thermidor an II (17 août 1794). In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799) Tome XCV - Du 26 thermidor au 9 fructidor an II (13 au 26 août 1794) Paris : Librairie Administrative P. Dupont, 1987. p. 233;

[https://www.persee.fr/doc/arcpa\\_0000-0000\\_1987\\_num\\_95\\_1\\_22074\\_t1\\_0233\\_0000\\_7](https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1987_num_95_1_22074_t1_0233_0000_7)

---

Fichier pdf généré le 05/11/2020

les arrêtés de la commune tendans à dissoudre la société populaire alors naissante, rédigés et provoqués par Gallie, ex-noble et curé, dans une séance qu'il présidait.

Jacques Le Roux, âgé de 57 ans, père et époux, petit cultivateur, ne fut pas appelé à la place d'agent national de cette petite commune composée de 500 individus à cause de ses connaissances et de ses habitudes en affaires; il n'avait d'autres titres à la confiance de ses concitoyens que son civisme et sa probité.

Ce sont ces mêmes titres qui unissent aujourd'hui la voix de la société populaire d'Hébécourt à celle de ses enfans pour vous demander que 6 mois de détention soient une juste punition de sa négligence à dénoncer un acte incivique, seule fruit de l'ignorance d'autant plus pardonnable que cet acte, loin de causer le mal que pouvait en espérer son auteur, il (*sic*) n'a fait que réchauffer le zèle des citoyens de cette commune.

Il vous demande en conséquence que la Convention nationale rapporte son décret du 26 pluviôse en ce qui concerne Jacques Le Roux et qu'en participant au décret bienfaisant rendu en faveur des cultivateurs et artisans détenus il soit rendu à ses travaux, à sa famille et à ses amis.

Vive la Convention nationale ! Vive la liberté et l'égalité ! Vive la République française ! Mort aux tyrans !

LEROUX, GASTON, DENY (1).

[*La sté popul. d'Hébécourt, aux membres composant le c. de sûreté g<sup>ale</sup> de la Conv.; s.d.*]

Citoyens,

La société populaire d'Hébécourt s'adresse à vous pour vous demander le plus prompt jugement en faveur du citoyen Jacques Le Roux agent national de notre commune.

Ce citoyen est détenu depuis 6 mois, en arrestation dans une maison d'arrêt de Paris pour avoir aveuglé et par erreur souscrit un arrêté du 12 nivôse tendant à dissoudre provisoirement la société populaire alors naissante, et de ne pas avoir dénoncé ledit arrêté ny celui du 23 confirmatif du premier.

Cependant, lorsque vous porterez votre décision, nous vous prions de considérer que, peu après lesdits arrêtés, ledit Le Roux a reconnu son erreur, se présentant à notre société où il a été affilié.

Que, depuis qu'il est privé de sa liberté, ses occupations rurales en souffrent considérablement, que c'est un homme irréprochable dans sa vie et mœurs, à la réserve de la faute cy-dessus.

D'après ces observations la société espère que le comité de sûreté générale voudra bien rendre au citoyen Le Roux sa liberté.

La société ne cessera de former des vœux pour la prospérité de la République et de notre dévouement à la Convention nationale.

J.B. PINEL (*présid.*), J<sup>es</sup> BRESLON (*greffier*),  
J.B. LEROUX et 22 autres signatures.

(1) En marge : Renvoyé au comité de sûreté générale 30 therm. Signé Collombel.

*Extrait du procès-verbal de la Convention nationale du 26<sup>e</sup> jour de pluviôse an II*

Un membre donne lecture d'une délibération prise en assemblée générale de la commune d'Hébécourt, district des Andelys, département de l'Eure, le 23 nivôse, présidée par Gallye, ex-noble, et curé de cette commune, et par laquelle les habitans ont arrêté que toute assemblée, soit qu'elle se présente sous le nom de société populaire, soit qu'elle se présente sous le nom de club, seroit interdite et empêchée et que les autorités constituées veilleraient à l'exécution de cet arrêté.

La Convention nationale décrète que l'agent national auprès de la commune d'Hébécourt, qui n'a pas dénoncé cette délibération contre-révolutionnaire, et Gallye, curé de cette commune, qui a présidé l'assemblée qui a pris cet arrêté, seront mis en état d'arrestation; que l'agent national auprès du district des Andelys se rendra sans retard dans cette commune pour y prendre des renseignemens qu'il fera parvenir sans délai au comité de sûreté générale.

Visé par le représentant du peuple inspecteur aux procès-verbaux :

AUGER.

Collationné à l'original par nous, représentans du peuple, secrétaires de la Convention, à Paris, le 27 thermidor, l'an 2<sup>e</sup> de la République :  
LE VASSEUR (*de la Meurthe*), P. BARRAS (*secrétaires*).

28

**La Convention nationale, après avoir entendu la pétition de la citoyenne Lebourgeois [*sic pour Bourgeois*] réclamant contre une procédure intentée au tribunal de Gisors (1) contre son mari, décrète que le commissaire national près le tribunal de Gisors fera parvenir sans délai la procédure commencée contre Lebourgeois, au comité de sûreté générale, sur cette affaire (2).**

[*La c<sup>nne</sup> Delaplace, femme de J.B. Bourgeois, de la comm. de Bacqueville, à la Conv.; 24 therm. II*] (3)

Citoyens,

La citoyenne Margueritte Delaplace, femme de Jean-Baptiste Bourgeois, de la commune de Bacqueville, canton d'Écouis, district des Andelys, département de l'Eure, se flattoit de recueillir le fruit de vos loix bienfaisantes en réclamant l'exercice de ses droits sur la succession de son père mais une suite de vexations va achever sa ruine et celle de ses enfans.

Depuis 2 ans ils sont en procès pour cette succession; depuis que vos loix ordonnent que ces procès seront terminés par des arbitres, des contestations interminables se sont élevées, on a rejeté un de ces arbitres, muni d'un certificat

(1) Eure.

(2) P.V., XLIII, 275-276. Rapport de la main de R. Lindet. Décret n° 10 433.

(3) C 316, pl. 1268, p. 16, 17. M.U., XLIII, 30.